

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–13 novembre 2015

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2015/8-C/4
30 octobre 2015
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ÉTHIOPIE 200712

**Réponse aux crises humanitaires et
réorientation des groupes de population en
situation d'insécurité alimentaire vers des
stratégies plus résilientes**

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	777 154 567	118 916 561	896 071 127
Transferts de type monétaire et coûts connexes	75 626 360	–	75 626 360
Développement et augmentation des capacités	11 055 545	–	11 055 545
Coût total pour le PAM	1 039 224 251	131 097 570	1 170 321 821

Marqueur de l'égalité hommes-femmes: 2A
<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les coordonnateurs mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Mme V. Guarnieri
Directrice régionale
Afrique orientale et centrale
Courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

M. J. Aylieff
Directeur de pays
Courriel: john.aylieff@wfp.org

PROJET DE DÉCISION^{*}

Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 131 millions de dollars É.-U. qui est proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 200712 "Réponse aux crises humanitaires et réorientation des groupes de population en situation d'insécurité alimentaire vers des stratégies plus résilientes" (WFP/EB.2/2015/8-C/4).

^{*} Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Éthiopie 200712 a pour objet d'accroître et d'étendre les secours alimentaires et l'appui nutritionnel apportés par le PAM pour faire face au manque de nourriture disponible en raison de l'insuffisance des pluies *belg* et de la mauvaise saison des pluies *kiremt* sous l'effet du phénomène El Niño¹. Le Gouvernement éthiopien a récemment déclaré que 7,8 millions de personnes nécessitent une aide humanitaire en 2015. En complément des efforts déployés par le Gouvernement, le PAM fournira des secours d'urgence à 6 millions de personnes, tandis qu'un groupement d'organisations non gouvernementales (ONG) – le Plan conjoint d'opérations d'urgence, appuyé par les États-Unis d'Amérique – viendra en aide à 1,8 million de personnes. Le nombre de bénéficiaires pourrait encore augmenter en 2016 suite à une évaluation des récoltes attendues en octobre et novembre.
2. La présente révision budgétaire couvrira les augmentations portant sur:
 - i) le nombre de bénéficiaires des secours du PAM qui passeraient du chiffre initialement prévu de 2 millions en 2015 et 1,44 million en 2016 à 6 millions jusqu'en juin 2016, conformément au tout dernier document relatif aux besoins humanitaires publié par le Gouvernement et aux besoins supplémentaires engendrés par la détérioration de la sécurité alimentaire;
 - ii) la quantité de produits alimentaires, soit 197 893 tonnes supplémentaires, représentant une valeur de 71,1 millions de dollars, pour faire face à l'accroissement des besoins au titre des secours et du soutien nutritionnel;
 - iii) les autres coûts opérationnels directs, soit un supplément de 2,3 millions de dollars;
 - iv) les coûts de transport intérieur, d'entreposage et de manutention, soit une hausse de 37,5 millions de dollars; et
 - v) les coûts de transport extérieur représentant un supplément de 7,9 millions de dollars.
3. La révision budgétaire couvre l'aide alimentaire et nutritionnelle qu'apportera le PAM dans le cadre de son intervention de novembre 2015 à juin 2016. L'augmentation budgétaire s'élève au total à 131 millions de dollars, coûts d'appui indirects compris, soit une hausse de 13 pour cent du budget initial.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

4. L'IPSR 200712 contribue aux programmes du Gouvernement visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition structurelles en:
 - i) fournissant aux ménages une assistance alimentaire de courte durée lorsqu'ils sont en proie à de graves difficultés dans les périodes de crises aiguës et en s'attaquant à la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes;

¹ Les pluies *belg* de février à mai préparent la récolte de juin, qui constitue 15 pour cent de la production vivrière nationale; les pluies *kiremt* de juin à septembre arrosent la principale récolte de novembre/décembre, qui représente les 85 pour cent restants.

- ii) appuyant le programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP) mené par le Gouvernement, y compris au cours de la transition de l'aide d'urgence à la phase 4 du PPSAP pour les bénéficiaires recevant des secours depuis longtemps; et
- iii) prévenant la malnutrition chronique chez les enfants âgés de moins de 2 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes.

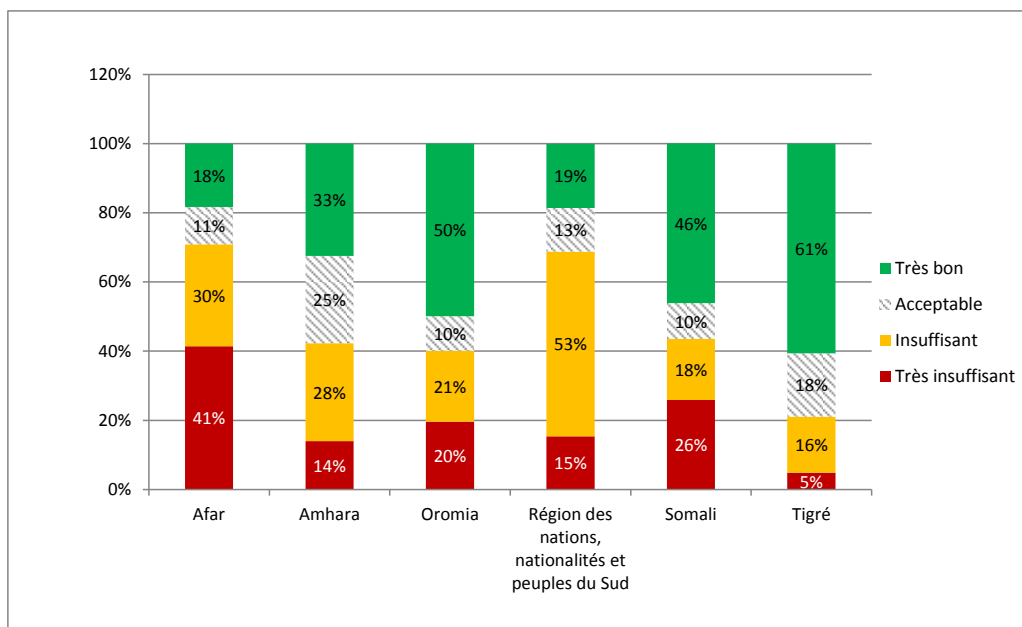
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA RÉÉVALUATION

5. L'insuffisance des pluies *belg* et des précipitations dans les zones pastorales a entraîné des pertes de récoltes se montant jusqu'à 85 pour cent, ainsi qu'une pénurie de pâturages et de fourrage pour le bétail dans 6 régions: Afar, Amhara, Oromia, la Région des nations, nationalités et peuples du Sud, Somali et Tigré. En juin 2015, il est ressorti d'une évaluation gouvernementale et interorganisations de la sécurité alimentaire à laquelle ont participé le PAM, d'autres organismes des Nations Unies et des ONG sélectionnées, que 4,5 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire, soit une hausse par rapport aux 2,9 millions de personnes recensées en février; un document relatif aux besoins humanitaires a été publié en août.
6. Depuis juillet 2015, le PAM apporte une assistance alimentaire vitale à environ 3,5 millions de personnes² grâce à des distributions générales de vivres. La supplémentation alimentaire ciblée a permis de venir en aide à 250 000 enfants âgés de moins de 5 ans, femmes enceintes et mères allaitantes supplémentaires souffrant de malnutrition.
7. Depuis la publication du document relatif aux besoins humanitaires, la situation s'est encore dégradée et la plupart des régions ont demandé au Service fédéral de la gestion des risques de catastrophe et de la sécurité alimentaire d'accroître le nombre de bénéficiaires des secours, qui s'élève désormais à 7,8 millions au total. L'arrivée tardive des précipitations et les longues périodes de sécheresse pendant la principale saison des pluies, ainsi que l'effet cumulé du phénomène El Niño ont aggravé le problème. Les prévisions pour la récolte principale en novembre sont au-dessous de la normale et les ménages auront épuisé leurs réserves alimentaires début 2016.
8. En collaboration avec le Gouvernement et le Réseau de systèmes d'alerte rapide face aux risques de famine, le PAM a réalisé une évaluation des récoltes à la mi-saison en septembre afin de déterminer les effets sur la récolte principale. Il en est ressorti que, en raison de la réduction des approvisionnements alimentaires et de la dégradation des moyens d'existence dus aux chocs climatiques, les ménages dans les régions Afar, Amhara, Oromia, la Région des nations, nationalités et peuples du Sud, Somali et Tigré sont très exposés au dénuement et nécessitent une assistance alimentaire et nutritionnelle de toute urgence. Dans la région Amhara, près de 45 pour cent des terres sont laissées en jachère après plusieurs cycles de culture. Dans les zones de Hararge Est et Ouest de la région Oromia, les pertes de récolte et de bétail ont réduit de près de 60 pour cent les sources de revenu et de nourriture, rendant ainsi les ménages presque entièrement dépendants des secours d'urgence. Les régions pastorales du nord comme l'Afar et la zone de Sitti dans la région Somali seront confrontées à des déficits vivriers jusqu'aux prochaines pluies en février 2016.
9. Les indicateurs de la sécurité alimentaire des ménages sont alarmants et confirment que les personnes les plus pauvres seront les plus durement frappées par la sécheresse. Les

² Le Plan conjoint d'opérations d'urgence a assisté le million de personnes restant parmi les 4,5 millions qui ont besoin de secours d'urgence.

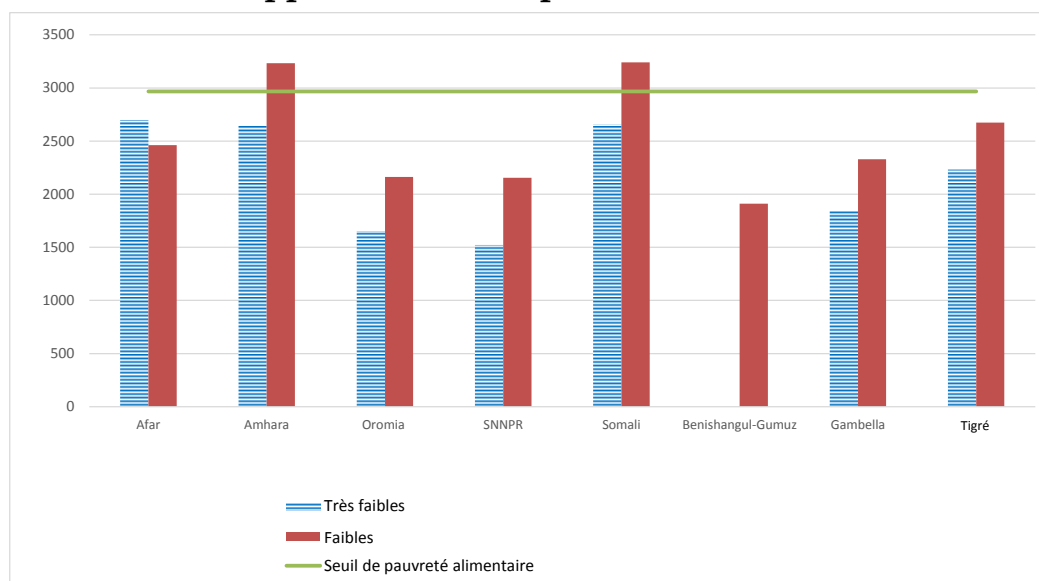
résultats de l'enquête de surveillance des communautés et des ménages menée par le PAM en août révèlent que la consommation alimentaire de près de la moitié des ménages sondés est insuffisante ou très insuffisante dans les six régions les plus touchées (figure 1).

Figure 1: Score de consommation alimentaire par région (%)



10. Les ménages dont la consommation alimentaire est très insuffisante ou insuffisante ont un très faible pouvoir d'achat. Leurs dépenses alimentaires moyennes par personne se situent au-dessous du seuil de pauvreté alimentaire nationale (figure 2). Avec la hausse des prix des denrées, qui est de presque 150 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années pour les céréales de base dans la région Somali, la capacité des ménages à se procurer l'assortiment alimentaire de base diminuera encore.

Figure 2: Moyenne de dépenses alimentaires annuelles par habitant par rapport au seuil de pauvreté alimentaire



Source: Enquête de surveillance des communautés et des ménages menée par le PAM en août 2015.

11. Le nombre de *woreda* (districts) considérés comme des secteurs critiques de première priorité est passé de 97 en mai à 142 en août 2015, ce qui confirme l'augmentation de la malnutrition et la détérioration de la sécurité alimentaire³. Le nombre de personnes prises en charge dans les programmes de traitement de la malnutrition aiguë est nettement plus élevé qu'à la même époque l'année dernière, et le dépistage indique que le taux de malnutrition aiguë globale dépasse de 15 pour cent le seuil d'urgence dans 56 pour cent des *woreda* couverts par l'enquête.
12. L'effet aggravant d'El Niño, qui a déjà affecté la campagne agricole en cours, devrait se traduire par une sécheresse prolongée dans la région Afar et les zones de Sitti de la région Somali, et accroître encore le stress subi par le bétail. Les précipitations supérieures à la moyenne attendues dans les régions méridionales pourraient causer des inondations, entraînant d'éventuels dommages pour les récoltes, les animaux d'élevage et les personnes. On s'attend donc à ce que les besoins au titre des secours et de la nutrition continueront d'augmenter pendant le premier semestre de 2016, portant à plus de 15 millions le nombre de personnes susceptibles d'avoir besoin d'une assistance dans le cadre des secours et du PPSAP national⁴. À compter de janvier 2016, il est prévu d'amplifier les transferts de vivres et de type monétaire dans le cadre du PPSAP afin de venir en aide à environ 8 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique, ce qui laissera au moins 6 millions de personnes nécessitant l'assistance du PAM de novembre 2015 à juin 2016.

FINALITÉ DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

13. La présente révision budgétaire permet d'aligner l'intervention du PAM sur les besoins accrus en matière de secours et de nutrition des personnes vulnérables en raison de l'insuffisance des pluies *belg*, de l'irrégularité des précipitations dans les zones pastorales et des effets d'El Niño.
14. Aucun changement n'est proposé concernant les modalités de transfert. Les transferts de type monétaire seront privilégiés lorsque les conditions du marché s'y prêtent et/ou que l'infusion d'espèces est susceptible de stimuler l'offre sur les marchés. Néanmoins, comme la prochaine récolte devrait être mauvaise, les produits alimentaires (achetés sur les marchés locaux, régionaux ou internationaux) seront essentiels pour remédier à la faible disponibilité de vivres et aux difficultés d'accès dans les six régions les plus touchées.
15. Les interventions nutritionnelles auront pour but de prévenir et de traiter la malnutrition aiguë modérée. Le PAM élargira le programme de supplémentation alimentaire ciblée afin de couvrir les 700 000 enfants âgés de moins de 5 ans, femmes enceintes et mères allaitantes (correspondant au chiffre révisé par le Gouvernement), et accélèrera le travail entrepris avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Gouvernement en vue d'assurer un dépistage et un appui nutritionnels mensuels. Dans les zones où les taux de malnutrition aiguë globale sont les plus élevés, le PAM mettra en place une supplémentation alimentaire généralisée pour jusqu'à 100 000 enfants âgés de 6 à 23 mois. On coordonnera les efforts pour faire en sorte que les ménages ciblés pour l'appui nutritionnel bénéficient également d'une assistance alimentaire dans le cadre des secours ou du PPSAP.

³ Les *woreda* font l'objet d'un classement saisonnier; les *woreda* classés en première priorité sont ceux dans lesquels la situation nutritionnelle se dégrade.

⁴ Le PPSAP prend en charge les ménages en situation d'insécurité alimentaire chronique dans le cadre de travaux d'intérêt collectif, et offre une aide sans condition aux ménages dont les membres ne sont pas en mesure de travailler. L'IPSR 200172 appuie le PPSAP dans les zones pastorales des régions Afar et Somali.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DES DISTRIBUTIONS GÉNÉRALES DE VIVRES (SECOURS)*		
Nombre actuel	Augmentation	Nombre révisé
2 millions	4 millions	6 millions**

* Le nombre total des bénéficiaires de la supplémentation alimentaire ne changera pas car les paramètres du programme permettent d'absorber les hausses prévues.

** Sur ce chiffre, on estime que 200 000 recevront des transferts de type monétaire.

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

16. Les besoins en produits alimentaires au titre de l'IPSR augmenteront de 197 893 tonnes pour répondre à l'accroissement des besoins en secours jusqu'à la fin de l'année 2015 et pendant le premier semestre de 2016.
17. Depuis la publication en août du document relatif aux besoins humanitaires, le Gouvernement a débloqué environ 35 millions de dollars pour des fonds d'urgence destinés aux régions touchées, et mis à disposition 116 000 tonnes supplémentaires de céréales, de légumes secs et d'huile pour des secours alimentaires. Ces contributions permettront de couvrir le cinquième cycle de distributions de secours et une partie du sixième en 2015. En vertu d'un accord distinct, le PAM s'emploie à aider le Gouvernement à se procurer du SuperCereal/mélange maïs-soja plus sur les marchés internationaux pour un montant d'environ 35 millions de dollars, à livrer dans les plus brefs délais.
18. Les besoins supplémentaires en produits alimentaires pour le reste de l'année 2015 et le premier semestre de 2016 (tableau 2) ont été calculés en prenant en compte les contributions du Gouvernement et la quantité totale nette de vivres nécessaires. Aucun autre volume de produit alimentaire n'est requis pour la supplémentation alimentaire ciblée et généralisée, ces éléments étant déjà couverts par le budget initial.

TABLEAU 2: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES (en tonnes)		
Quantité actuelle	Augmentation	Total révisé
1 194 001	197 893	1 391 894

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	160 238	49 604 272	
Légumes secs	16 024	8 711 657	
Huile et matières grasses	4 807	4 112 978	
Aliments composés et mélanges	16 825	8 672 554	
Total, produits alimentaires	197 893	71 101 461	
Transport extérieur		7 928 275	
Transport terrestre, entreposage et manutention		37 558 629	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		2 328 195	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		118 916 561	118 916 561
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			3 604 533
Total des coûts directs du projet			122 521 094
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			8 576 477
COÛT TOTAL POUR LE PAM			131 097 570

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

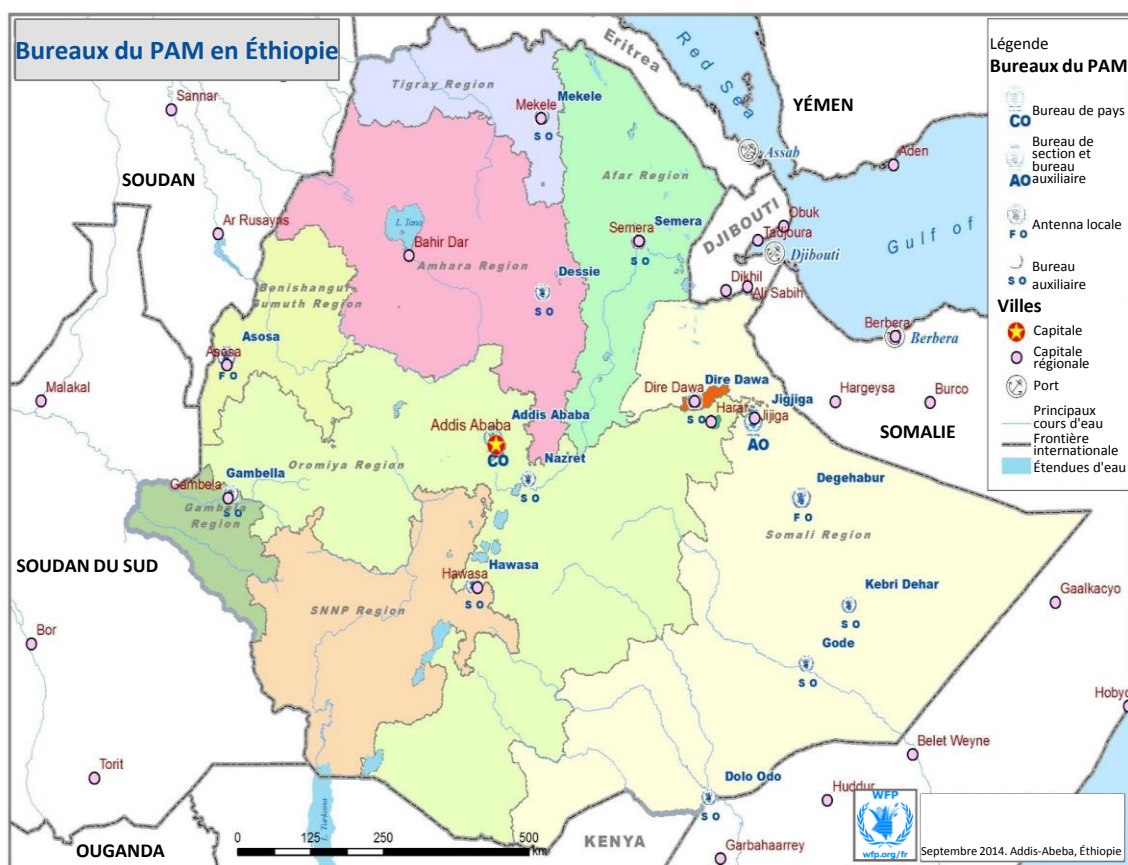
² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses d'équipement	683 333
Voyages et transports	2 921 200
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	3 604 533

ANNEXE II



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
PPSAP	programme de protection sociale fondé sur des activités productives